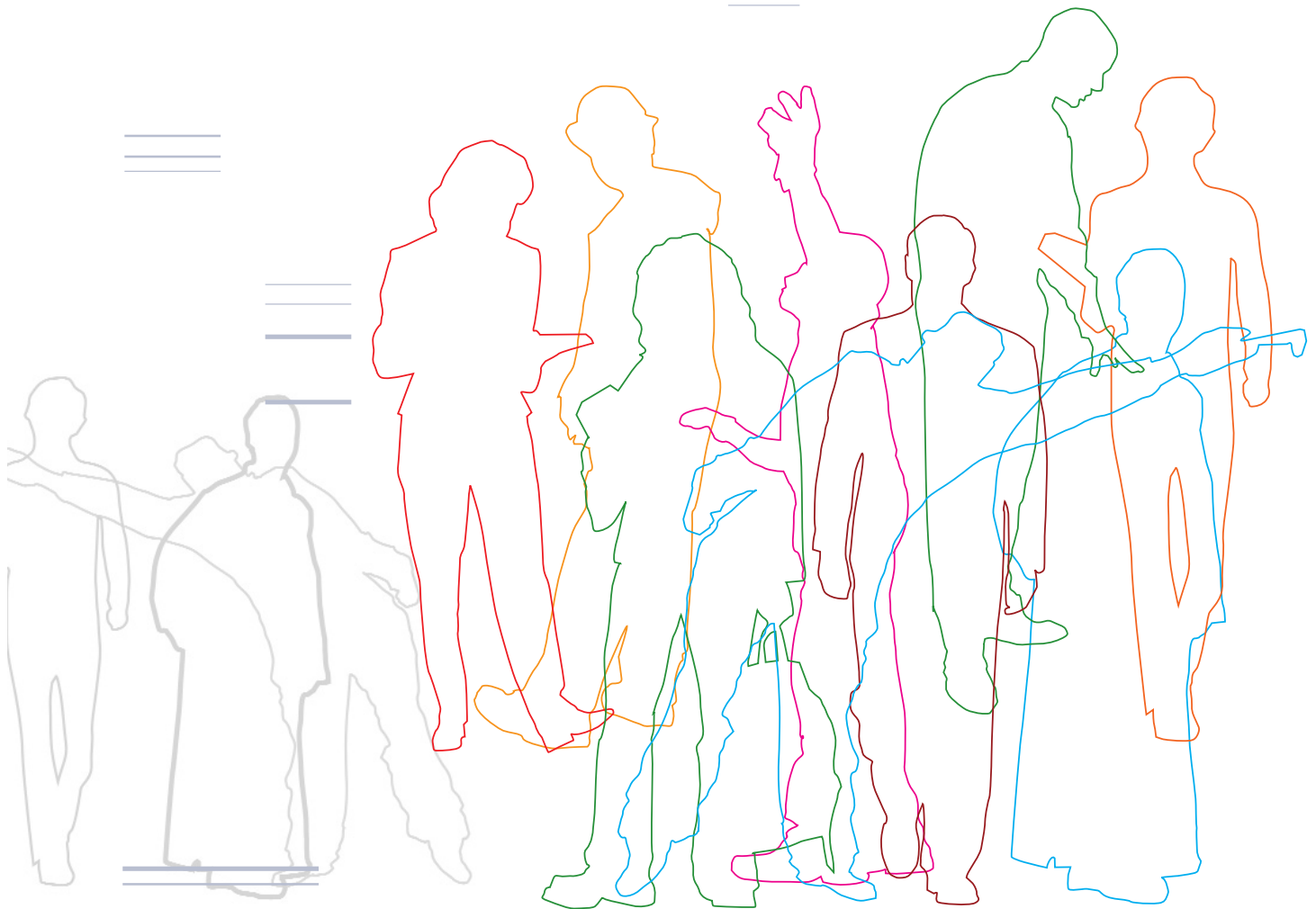


EUROGIP



Rapport annuel ★
★ *Annual Report*

2005



GLOSSAIRE /// GLOSSARY

AFNOR :	ASSOCIATION FRANÇAISE DE NORMALISATION /// FRENCH STANDARDIZATION ASSOCIATION
AT-MP :	ACCIDENTS DU TRAVAIL - MALADIES PROFESSIONNELLES /// ACCIDENTS AT WORK - OCCUPATIONAL DISEASES
CEI :	COMMISSION ELECTROTECHNIQUE INTERNATIONALE /// INTERNATIONAL ELECTROTECHNICAL COMMISSION
CEN :	COMITÉ EUROPÉEN DE NORMALISATION /// EUROPEAN COMMITTEE FOR STANDARDIZATION
CENELEC :	COMITÉ EUROPÉEN DE NORMALISATION ELECTROTECHNIQUE /// EUROPEAN COMMITTEE FOR ELECTROTECHNICAL STANDARDIZATION
CNAMTS :	CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIÉS /// NATIONAL HEALTH INSURANCE FUND FOR EMPLOYEES
CRAM :	CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE /// REGIONAL HEALTH INSURANCE FUND
FIQH :	INSTITUT FINLANDAIS DE SANTÉ AU TRAVAIL /// FINNISH INSTITUTE OF OCCUPATIONAL HEALTH
INRS :	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE ET DE SÉCURITÉ /// NATIONAL RESEARCH AND SAFETY INSTITUTE
ISO :	ORGANISATION INTERNATIONALE DE NORMALISATION /// INTERNATIONAL STANDARDIZATION ORGANISATION
UNM :	UNION DE NORMALISATION DE LA MÉCANIQUE /// MECHANICAL ENGINEERING STANDARDIZATION ASSOCIATION
UTE :	UNION TECHNIQUE DE L'ELECTRICITÉ ET DE LA COMMUNICATION /// ELECTRICAL ENGINEERING INDUSTRY ASSOCIATION

La **BRANCHE "AT-MP" DE LA SÉCURITÉ SOCIALE** gère l'assurance contre les accidents du travail, les accidents de trajet et les maladies professionnelles des salariés du régime général (industrie, commerce et services) et met en œuvre la politique de prévention des risques professionnels.

The **Occupational Injuries Branch of the Social Security system** manages insurance against accidents at work, commuting accidents and occupational diseases for employees under the general Social Security system (industry, trade and services) and implements occupational risk prevention policy.

EUROGIP

Sommaire

	page
Carte d'identité d'Eurogip	2
Le mot du Président	3
Les faits marquants de l'activité d'Eurogip en 2005	4
L'année 2005 activité par activité	
La normalisation	6
L'information et la communication	8
Les relations extérieures	10
Les enquêtes	11
Les projets	12
La coordination des organismes notifiés	14

Contents

Identity card of Eurogip	16
Chairman's word	17
The salient events in the activity of Eurogip in the year 2005	18
The year 2005 activity by activity	
Standardization	20
Information-Communication	22
Public relations	24
Surveys	25
Projects	26
Coordination of notified bodies	28

EUROGIP en bref...

CRÉATION
novembre
1991
mandat renouvelé
en septembre 2001 pour 10 ans

EFFECTIF
13 personnes

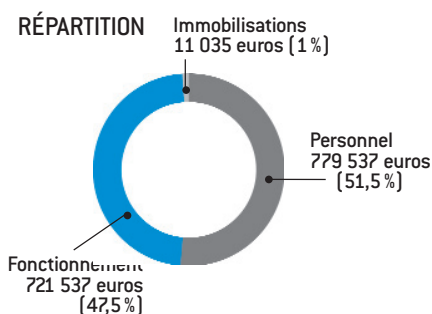
BUDGET 2005

1,512 million d'euros

RESSOURCES

66% CNAMTS (subvention attribuée sur le Fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles)

34% Contrats, ventes et produits



Carte d'identité d'EUROGIP

MISSION

Animer, coordonner et développer au plan européen les actions de la Sécurité sociale française en matière de risques professionnels.

ACTIVITÉS

- Normalisation
- Information-communication
- Relations extérieures
- Enquêtes
- Projets
- Coordination des organismes notifiés

STATUT

Groupement d'intérêt public constitué par la **CNAMTS** (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés) et l'**INRS** (Institut national de recherche et de sécurité).

ADMINISTRATION

Conseil paritaire : cinq représentants des organisations d'employeurs et cinq représentants des organisations syndicales ; six sont nommés par la CNAMTS et quatre par l'INRS.





Le mot du Président

Parmi les actions réalisées en 2005, j'en soulignerai deux. La première concerne l'assistance apportée aux autorités roumaines pour la mise en place d'un système "efficace et durable" d'assurance contre les risques professionnels. Elle a fortement mobilisé une partie du personnel tout au long de l'année et concrétise l'ouverture d'Eurogip aux pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne amorcée ces dernières années.

La seconde action devrait marquer une étape dans le développement de la notoriété d'Eurogip ; il s'agit de la réflexion menée sur la politique de communication du Groupement. Les résultats de l'étude confiée fin 2004 à un consultant extérieur ont montré que les actions réalisées étaient trop discrètes. Aussi, l'identité d'Eurogip et ses missions n'apparaissent-elles pas encore clairement. Pourtant, le Groupement gagnerait à être davantage connu, car l'étude a révélé qu'il jouissait d'une crédibilité remarquable et que la qualité de ses travaux était unanimement reconnue par les



Jacques Pernellet préside le conseil d'administration d'Eurogip depuis 1993. Il est membre du collège "employeurs".



La publication de ce premier rapport annuel contribuera, du moins nous l'espérons, à mieux faire connaître Eurogip et l'ensemble de ses activités.



personnes qui le connaissent. Ce double constat a conduit le Conseil d'administration à allouer des moyens supplémentaires à la communication.

La publication d'un rapport annuel détaillé s'inscrit dans la volonté

d'accroître la notoriété d'Eurogip. Ce document contribuera, du moins nous l'espérons, à mieux faire connaître l'ensemble de nos activités. Je vous invite donc à le lire attentivement, en particulier les rubriques qui ne concernent pas directement vos centres d'intérêt ou les activités que vous connaissez déjà. Vous découvrirez ainsi la diversité des actions réalisées par la petite, mais dynamique, équipe d'Eurogip. Toutes ces actions contribuent au même objectif : apporter aux différents acteurs de la Branche "accidents du travail - maladie professionnelle" de la Sécurité sociale française les informations et l'assistance nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Jacques PERNOLLET
Président du conseil d'administration

Les faits marquants de l'activité d'EUROGIP en 2005



© Yves Cousson / INRS

Réflexion sur le rôle de la Branche AT-MP dans la normalisation.

À l'été, le Conseil d'administration a engagé une réflexion sur le rôle de la Branche AT-MP dans le domaine de la normalisation : niveau de participation des experts, domaines à couvrir, soutien financier à apporter aux organismes de normalisation... Cette réflexion doit se poursuivre en 2006, à la lumière notamment des résultats de deux enquêtes : l'une sur l'évaluation statistique du risque "Machine", l'autre sur l'évaluation de l'impact de la Nouvelle Approche européenne sur la prévention des risques professionnels. _____

La communication redynamisée.

Au cours du second semestre, le Conseil d'administration a débattu à deux reprises de la stratégie d'information et de communication du Groupement. Il a réaffirmé que les partenaires sociaux et les agents de la Branche AT-MP constituent les deux cibles prioritaires des actions d'Eurogip. Cela n'interdit pas de communiquer plus souvent en direction des médias, notamment à l'occasion de la publication des rapports d'enquêtes ou de l'organisation de manifestations. L'objectif est de renforcer la notoriété d'Eurogip, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Branche AT-MP. Le Conseil a donc donné son aval au lancement de plusieurs actions : définition d'une nouvelle identité graphique, réalisation de nouveaux supports de communication et refonte du site Internet. _____



La mise en place d'une assurance contre les risques professionnels en Roumanie.

Si le contrat PHARE signé avec la Commission européenne et la Roumanie pour aider ce pays à mettre en place une assurance AT-MP a officiellement démarré en juillet 2004, les principales actions ont été mises en œuvre en 2005. Animation de séminaires de formation ou d'expérimentation sur le terrain et organisation d'un voyage d'étude en France... Eurogip a participé à la plupart d'entre elles. En outre, Eurogip a apporté une aide constante à la CRAM Ile-de-France (CRAMIF) pour la gestion administrative et financière du projet. Il a également joué un rôle pivot dans les relations entre les différents organismes impliqués : autorités bénéficiaires roumaines, partenaires allemands et espagnols, experts français. _____



Cette année encore, les faits marquants sont le reflet de la diversité des activités exercées par Eurogip. ”

Un rapport attendu sur l'indemnisation des victimes d'AT-MP.

Les résultats de l'étude sur les modalités de réparation des préjudices subis par les victimes d'AT-MP en Europe sont tombés à point nommé, apportant un éclairage européen au débat français en cours sur la "réparation intégrale". Le rapport publié en juin a été présenté à la Commission des accidents du travail - maladies professionnelles le 6 juillet et lors d'une conférence de presse le 12 juillet.



© Gaël Kerbaol / INRS

Cinq processus déjà couverts par la démarche "Management de la Qualité".

Le Conseil d'administration avait donné son accord à l'engagement progressif d'une démarche de management de la qualité devant concerner à terme toutes les activités d'Eurogip. La démarche, suivie et accompagnée par un consultant extérieur, a donc été lancée à l'automne 2004. Elle a d'abord concerné la description des processus opérationnels des pôles coordination des organismes notifiés et secrétariat-gestion. En 2005, eu égard aux résultats tangibles obtenus, il a semblé intéressant d'étendre la démarche aux processus de la veille, des enquêtes et des projets ; et les premiers indicateurs de performance ont été mis en place. En 2006, la démarche concernera les activités de la normalisation, du support linguistique, d'Eurogip infos et d'Internet.

L'ANNÉE 2005 ACTIVITÉ PAR ACTIVITÉ

La normalisation

Pour faire entendre la voix de la Branche AT-MP dans le concert européen

UNE COORDINATION EFFICACE

• Eurogip a coordonné l'activité de **87 experts** de la **CNAMTS**, des **CRAM**, de l'**INRS** et d'**Eurogip**. Ces experts participent aux travaux de **67 Comités Techniques (TC) européens** (55 TC du CEN et 3 TC du CENELEC) et **internationaux** (7 TC de l'ISO et 2 TC de la CEI) et de plus de 209 groupes de travail européens ou internationaux actifs.

• Ces experts se répartissent dans les secteurs suivants :

Secteur	INRS PARIS/NANCY	CNAMTS	CRAM	TOTAL
Sécurité des machines	17	1	16	34
Engins de chantier, levage, manutention	5	0	10	15
Ambiances physiques	7	0	1	8
Biologie, chimie, ventilation	9	0	1	10
Protection individuelle et collective	8	0	0	8
Produits de construction	3	0	1	4
Ergonomie	5	0	1	6

Au service de cette coordination, deux outils sont mis à jour chaque année : "Partenor", répertoire des travaux de normalisation auxquels participent les experts de la Branche AT-MP, et "Normavenir", qui recense l'ensemble des projets de normes suivis par ces experts. Les deux ont fait l'objet d'une large diffusion.

• 675 agents de la Branche AT-MP ont été sollicités pour évaluer le contenu des projets de normes soumis à enquête, ce qui a permis d'émettre un avis collectif sur 39 d'entre eux.

• Au plan européen, Eurogip, qui est l'un des membres fondateurs d'Euroshnet - réseau européen des préventeurs impliqués dans la normalisation, les essais et la certification - participe à l'animation et la coordination de celui-ci.

Il s'est agi concrètement de participer à l'organisation de la 2^e conférence européenne du réseau (qui s'est tenue en octobre à Paris) et de contribuer à l'amélioration et l'animation du site Internet (www.euroshnet.org), notamment à travers l'un des forums de discussion de ce site.

DES OUTILS AU SERVICE DE LA PRÉVENTION

• En partenariat avec les ministères du Travail et de l'Agriculture, Eurogip a travaillé à la douzième version de "Intranormes - Santé et Sécurité au Travail", qui contient 1341 normes relatives à l'hygiène,

la sécurité et les conditions de travail (soit 5474 nouvelles pages en 2005 !). Ce produit a été mis à la disposition des services de documentation des CRAM et de l'INRS ainsi que des organisations syndicales et professionnelles.

- Eurogip édite des fiches analytiques "machines", dans lesquelles l'expert impliqué dans l'élaboration d'une norme récemment publiée analyse les prescriptions de sécurité fixées par celle-ci pour une machine particulière ou un groupe de machines (normes de type C). L'objectif est de souligner les points forts de la norme au regard de la prévention, mais aussi les aspects nécessitant une vigilance particulière. Cette année, la collection s'est enrichie de 35 nouvelles fiches (disponibles sur www.eurogip.fr).

DES FINANCEMENTS STRATÉGIQUES

Deux conventions ont été signées, l'une avec l'Afnor, dans les domaines de l'ergonomie, l'acoustique et les vibrations ainsi que pour les travaux généraux sur les normes A et B, l'autre avec l'UTE, dans le domaine de l'équipement électrique des machines. Il s'agit de financer en partie les travaux de certaines commissions françaises intéressant tout particulièrement la prévention des risques professionnels et au sein desquelles s'élabore la position à faire valoir au niveau européen. En outre, Eurogip a financé les droits d'inscriptions annuels d'une trentaine d'experts dans les commissions de normalisation "Sécurité des machines" gérées par l'UNM.

LA PROMOTION DE LA NORMALISATION COMME OUTIL DE PRÉVENTION

Un groupe de travail piloté par Eurogip a finalisé un module de formation destiné aux ingénieurs-conseils et contrôleurs de sécurité des CRAM. L'objectif est de montrer ce que les normes peuvent apporter à la prévention des risques professionnels et d'inviter les agents du réseau prévention de la Branche AT-MP à intégrer les normes dans leur panoplie d'outils de prévention.



information

L'information et la communication

Une veille à l'échelle européenne

et des supports variés

UNE NOUVELLE IDENTITÉ GRAPHIQUE

Lancée fin 2004, l'étude sur la notoriété d'Eurogip et l'impact de ses actions de communication a été terminée en mai 2005. Sur la base du diagnostic posé par la société chargée de la réaliser et de ses recommandations, le Conseil d'administration a donné son accord au lancement de plusieurs actions : définition d'une nouvelle identité graphique, rédaction d'un texte synthétique sur Eurogip et d'une signature à décliner sur tous les supports, réalisation d'une nouvelle plaquette institutionnelle et d'un rapport annuel, refonte du site Internet.

Par ailleurs, le Conseil d'administration a rappelé que les cibles prioritaires d'Eurogip étaient la branche AT-MP et les organisations syndicales et patronales. En outre, il a souligné l'utilité des relations presse pour asseoir la notoriété du Groupement.

Le principe graphique, arrêté en fin d'année, utilise des silhouettes humaines illustrant des situations de travail pour renforcer la dimension humaine et sociale de l'activité d'Eurogip. Des filets de couleur viennent dynamiser la mise en page générale des publications dans un esprit contemporain.



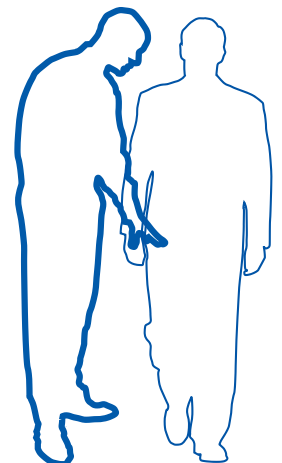
UN CENTRE DE DOCUMENTATION RÉACTIF

En 1999, Eurogip a constitué un centre documentaire sur les sujets liés aux risques professionnels en Europe ainsi qu'à la santé et sécurité au travail et pour répondre aux questions de plus en plus fréquentes qui lui étaient posées. Aujourd'hui, les questions émanent principalement des documentalistes des CRAM, mais aussi des entreprises ; ces dernières souhaitent obtenir des informations sur la législation en santé et sécurité au travail dans les autres pays, notamment sur les obligations à leur charge. En 2005, les statistiques relatives aux accidents du travail et maladies professionnelles dans les autres États membres de l'Union, ainsi que la prévention du stress et des troubles musculo-squelettiques ont suscité beaucoup de questions.

UNE VEILLE STRATÉGIQUE

L'évolution de la législation communautaire, l'actualité des instances européennes et des organismes de prévention et d'assurance des États membres de l'UE ont fait l'objet d'un suivi régulier. En outre, dans le cadre d'une action retenue comme prioritaire dans les Orientations à moyen terme 2004-2007 de la Branche AT-MP, Eurogip réalise une veille sur les cancers professionnels en Europe.

Il s'agit également d'exercer une veille des appels d'offres publiés par les instances communautaires et de diffuser à nos partenaires institutionnels ceux qui sont susceptibles de les intéresser et, le cas échéant, de les assister pour la rédaction de la réponse.



DES DÉBATS INSTRUCTIFS

Les Débats d'Eurogip, pour leur 4^e édition, portaient sur la santé et la sécurité des travailleurs temporaires en Europe. En effet, le recours à l'intérim et aux contrats à durée déterminée progresse partout en Europe et l'indice de fréquence des accidents du travail concernant ces travailleurs est parmi les plus élevés. Les Débats du 14 octobre 2005 (Paris), qui ont réuni plus de cent personnes, ont permis de pointer les difficultés mais aussi d'apporter certains éléments de réponse à la question : comment conjuguer travail temporaire et sécurité ? Les dispositifs présentés partent d'un même constat : favoriser au maximum le dialogue et la concertation entre l'agence d'intérim, l'entreprise utilisatrice et l'intérimaire. Une meilleure information réciproque sur le poste à confier - contenu, qualifications et compétences requises, risques éventuels... - et un accueil mieux encadré donnent des résultats immédiats avec des statistiques d'accidents du travail en baisse. La rédaction des actes a été lancée immédiatement, en vue d'une publication début 2006.

CINQ NOUVELLES PUBLICATIONS

- **“Vieillesse et risques professionnels - Comment promouvoir la santé des travailleurs tout au long de leur vie professionnelle”**, Actes des Débats 2004 (réf. Eurogip-17/F, mars 2005)
 - **“Accidents du travail - maladies professionnelles : réparation forfaitaire ou intégrale ? Enquête européenne sur les modalités d'indemnisation des victimes”** (réf. Eurogip-21/F, juin 2005).
 - **“La Branche accidents du travail - maladies professionnelles dans les pays de l'UE-15”** présente les différences dans l'organisation, les modes de gestion ou les missions de l'assurance AT-MP (réf. Eurogip-18/F, janvier 2005)
 - **“Prévention des risques professionnels : harmonisation européenne en vue ?”** reprend l'essentiel des débats de la conférence plénière de clôture du 7^e Congrès Preventica qui a eu lieu en juin 2004 à Strasbourg (réf. Eurogip-13/F, mai 2005)
 - **“Inventaire et analyse des systèmes nationaux de déclaration des accidents de travail”** synthétise l'étude réalisée par l'INSHT (Institut espagnol de santé et sécurité au travail) pour le compte d'Eurostat sur les facteurs qui pourraient biaiser la comparabilité des données statistiques nationales relatives aux accidents du travail (réf. Eurogip-22/F, novembre 2005)
- Les deux premières sont à commander et les trois autres à télécharger à partir du site Internet (www.eurogip.fr)

DEUX PÉRIODIQUES INCONTOURNABLES

Eurogip infos, le trimestriel des risques professionnels en Europe, et **l'InfoMail d'Eurogip**, lettre électronique mensuelle, font le point sur les textes et actions en préparation ou en cours au niveau communautaire, l'actualité des organismes de prévention ou d'assurance AT-MP des pays de l'Union, les stratégies de prévention adoptées, les statistiques AT-MP dans les différents pays. Le premier (4100 ex) est diffusé essentiellement aux partenaires sociaux et agents du réseau “risques professionnels” de la Branche AT-MP et sur abonnement (www.eurogip.fr).

La seconde est disponible gratuitement à partir du site Internet. Une enquête de satisfaction auprès des 1050 abonnés à l'InfoMail d'Eurogip a été réalisée en fin d'année. Ces derniers sont très intéressés ou intéressés par le contenu (92,7%). Ils sont très nombreux (90%) à cliquer sur les liens proposés et plus de 30% diffusent la lettre à leurs collègues. La périodicité ainsi que la longueur du texte leur conviennent parfaitement. La présentation devrait toutefois être plus agréable, ergonomique et conviviale. ■



Les relations extérieures

Sous le signe de la consolidation et du développement

DES LIENS AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE ET AVEC LES AUTRES PAYS EUROPÉENS

• Avec les instances communautaires

Qu'il s'agisse de la Direction Générale Entreprises ou de la Direction Générale Emploi, Affaires sociales et Égalité des chances de la Commission européenne, les relations nouées les années précédentes se sont poursuivies durant l'année 2005. Eurogip a notamment obtenu la participation d'un représentant de la Commission européenne à des manifestations qu'il organisait (Débats du 14 octobre) ou co-organisait (Conférence Euroshnet).

• Avec les organismes d'assurance et de prévention des autres pays européens

Le réseau des organismes chargés de l'assurance et/ou de la prévention des risques professionnels dans les autres pays de l'Union européenne et avec lesquels Eurogip est en relation, a continué de se développer au cours de l'année 2005. La coopération se déroule dans un cadre bilatéral ou multilatéral, notamment à l'occasion des diverses actions engagées : enquêtes, projets, manifestations...

UNE DÉMARCHE DE FAIRE SAVOIR

• Eurogip a présenté à plusieurs reprises les résultats des différentes enquêtes qu'il a réalisées sur le thème des maladies professionnelles en Europe :

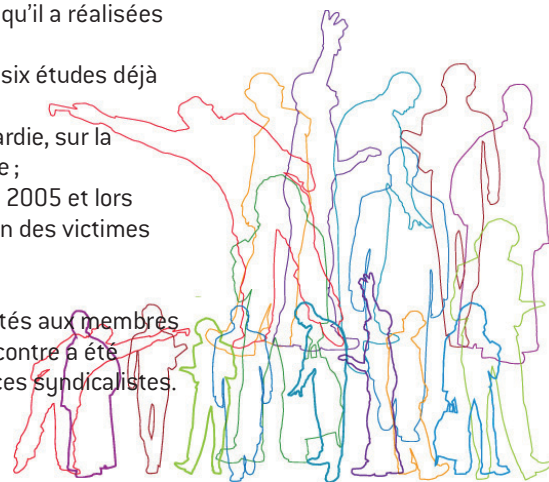
- à la demande de la Commission de Prévention de la CRAM Rhône-Alpes, sur les six études déjà réalisées ;
- à l'occasion d'un cycle de quatre conférences organisées par la CRAM Nord-Picardie, sur la reconnaissance du caractère professionnel des maladies psychiques en Europe ;
- à la Commission des accidents du travail - maladies professionnelles le 6 juillet 2005 et lors d'une conférence de presse le 12 juillet 2005, sur les modalités d'indemnisation des victimes d'AT-MP.

• **À la demande de la CFDT**, le Groupement a présenté ses missions et ses activités aux membres des Comités techniques nationaux et régionaux de cette organisation. Cette rencontre a été l'occasion d'échanger sur les besoins, notamment en matière d'information, de ces syndicalistes.

DES COMPÉTENCES VALORISÉES

Au fil des années, Eurogip a acquis un bon niveau de connaissances sur les thèmes de son champ de compétences. Ainsi :

- il a été sollicité à trois reprises en 2005 pour faire une présentation sur les systèmes d'assurance AT-MP en vigueur dans les autres pays européens : aux membres du Forum européen de l'assurance AT-MP, aux administrateurs de la CRAM Normandie, et aux cadres de la Sécurité sociale ;
- à l'invitation des CRAM de Bretagne et des Pays de la Loire, il a animé un atelier sur le thème "Santé et sécurité au travail : quelles perspectives en Europe ?" lors du Salon Prevent'Ouest qui s'est tenu à Rennes en juin. ■



Les enquêtes

Pour nourrir la réflexion des membres fondateurs

UNE ENQUÊTE PUBLIÉE SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'AT-MP

La Direction des risques professionnels de la CNAMTS a demandé à Eurogip d'enquêter sur l'indemnisation des victimes d'AT-MP dans les pays de l'UE-15¹, dans le cadre du débat français sur la possibilité de réparer d'autres préjudices que la perte de capacité de gain. Les résultats de l'enquête montrent que les niveaux d'indemnisation sont loin d'être homogènes dans tous les pays et que le concept de responsabilité de l'employeur a fortement évolué dans certains d'entre eux. Rares sont cependant les pays qui, comme la France, débattent du caractère forfaitaire ou intégral de la réparation. Les résultats ont été présentés à la Commission des accidents du travail - maladies professionnelles le 6 juillet et lors d'une conférence de presse le 12 juillet (rapport réf. Eurogip-21/F, juin 2005).

DEUX ENQUÊTES SUR LES RISQUES PROFESSIONNELS BIEN AVANCÉES

- **Les risques émergents en Europe**

À partir des recherches effectuées à la demande de la CNAMTS et des réponses à un questionnaire sur le mécanisme de prise en compte de ces risques, Eurogip a pu dresser une cartographie des risques émergents en Europe. La rédaction finale du rapport devrait intervenir en 2006.

- **Les risques biologiques en Europe**

En étroite collaboration avec l'INRS - l'initiateur de cette enquête -, Eurogip s'est chargé d'identifier les populations concernées et les méthodes de prévention utilisées dans les pays de l'Union. Le sujet est déjà bien documenté et étudié dans plusieurs États membres. Néanmoins, le risque biologique - identifié comme risque émergent dans le cadre de l'enquête mentionnée ci-dessus - nécessite une attention accrue de la part des préventeurs. D'autant que la population exposée est loin d'être négligeable.

DEUX ENQUÊTES EN COURS

- **Le risque "machine"**

Sur demande de l'INRS, Eurogip étudie l'évolution du risque "machine" au regard de la mise en œuvre des directives "conception des machines" [98/37/CE, anciennement 89/392/CEE] et "utilisation des équipements de travail" [89/655/CEE complétée]. Il s'agit de suivre l'évolution des AT-MP liés, et de prendre en compte les études réalisées sur ce thème, tant au niveau européen que des différents pays. La collecte des informations s'est poursuivie en 2005 et le volet quantitatif de l'enquête est bien avancé. En 2006, les travaux porteront sur l'aspect qualitatif.

- **L'impact de la "Nouvelle approche européenne" sur la prévention des risques professionnels**

Si les acteurs économiques et les organismes chargés des questions de santé et sécurité au travail admettent communément que la Nouvelle approche européenne en matière d'harmonisation technique des réglementations a eu des effets positifs sur la prévention des risques professionnels, il n'existe pas, à ce jour, d'étude mettant en évidence ces effets. L'enquête, réalisée à la demande de l'INRS, ne concernera d'abord que la France et portera principalement sur l'impact des directives "conception" des machines et des équipements de protection individuelle. L'objectif est de voir comment concepteurs et préventeurs appréhendent le concept de la Nouvelle approche (essentiellement la normalisation et la certification réglementaire) et comment cette dernière a contribué à modifier leurs modes d'action.

1. L'enquête couvre la Suisse ainsi que les États membres de l'UE-15, à l'exception de la Grèce et des Pays-Bas qui ne disposent pas d'assurance spécifique aux risques professionnels.

Les projets

La capacité à mobiliser le réseau pour valoriser l'expérience française

LA PARTICIPATION AU CENTRE THÉMATIQUE "ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL" DE L'AGENCE EUROPÉENNE

Créé par l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail et animé par le FIOH, ce groupe de travail "Environnement de travail" est chargé de collecter, d'évaluer et de diffuser l'information disponible dans les pays de l'Union, notamment sur les bonnes pratiques de prévention des risques professionnels.

Le contrat liant l'Agence européenne au FIOH s'étant achevé fin 2004, un appel d'offres a été lancé début 2005 afin de créer un nouveau Centre thématique pour une période de 3 ans. La proposition de consortium, auquel est associé Eurogip, faite par le FIOH a été retenue par l'Agence européenne et le travail a pu démarrer au dernier trimestre 2005.

En vue de la campagne européenne 2006 à destination des jeunes travailleurs, Eurogip a été chargé de rédiger une fiche d'information sur les risques auxquels sont exposés ces derniers lors de l'usage de véhicules dans l'enceinte de l'entreprise ; il a été associé à la préparation d'une fiche sur les risques auxquels sont exposés les jeunes travailleurs dans le secteur de la construction.

L'IMPACT DE DEUX DIRECTIVES EUROPÉENNES ÉVALUÉ

En novembre 2003, Eurogip avait signé avec la Commission européenne (Direction Générale Emploi, Affaires sociales et Égalité des chances) un contrat portant sur l'évaluation de l'impact de l'application des législations nationales issues des directives 92/57/CEE "chantiers temporaires ou mobiles" et 92/58/CEE "signalisation". Le projet de rapport a été accepté par la Commission en janvier 2005. Eurogip a alors coordonné sa traduction dans les onze langues officielles de l'UE et remis la version finale du rapport début avril 2005. Celui-ci reste la propriété de la Commission européenne.

UN GUIDE SUR LA PRÉVENTION DES CHUTES DE HAUTEUR

Dans le cadre d'un contrat avec la Direction Générale Emploi, Affaires sociales et Égalité des chances de la Commission européenne, Eurogip a finalisé l'élaboration d'un guide de bonnes pratiques de prévention des chutes de hauteur. Il a également coordonné la traduction du document dans les onze langues officielles de l'UE. Le guide, qui comprend 140 fiches, a été mis à la disposition de la Commission européenne en juin sur support "papier" et sous forme interactive (Internet). Il reste la propriété de la Commission.

UNE OUVERTURE VERS LES PAYS CANDIDATS OU VOISINS DE L'EUROPE ÉLARGIE

• La Roumanie

Les activités prévues par contrat (PHARE) signé en 2004 avec la Roumanie et la Commission européenne pour faire vivre l'assurance AT-MP ont véritablement démarré en 2005. Eurogip s'est fortement impliqué dans la gestion administrative et financière du projet, mais aussi sur le plan des actions.

Les actions de formation ont concerné près de 90 conseillers en prévention de la Caisse chargée de gérer les AT-MP. Elles ont porté sur des aspects techniques (connaissance des risques et mesures de prévention), mais aussi sur les aspects relationnels du métier (management de l'entreprise et communication notamment). Une quinzaine de ces conseillers a reçu une formation complémentaire, en vue de pouvoir former les nouveaux agents recrutés par la Caisse. Par ailleurs, les administratifs de la Caisse et les médecins ont été formés respectivement sur les techniques d'assurance et les aspects "tarification", ainsi que sur la réhabilitation. Eurogip a animé le module consacré au droit européen de la santé et la sécurité au travail et aux systèmes d'assurance AT-MP en vigueur dans les pays de l'Union européenne ou délégué des experts ou jeunes retraités de CRAM qu'il gérait.

Pour compléter la théorie, une mise en situation en entreprise a été organisée pour l'ensemble des conseillers en prévention : évaluation des risques, élaboration d'un plan d'action et restitution à l'entreprise visitée. Réalisée dans cinq régions, cette expérimentation "prévention" a concerné les secteurs de l'agroalimentaire, de la mécanique et du bâtiment.

Par ailleurs, Eurogip a organisé le voyage d'étude en France d'une délégation de sept Roumains, qu'il a accompagnée pendant une semaine (avril). Et il a préparé le séminaire de réflexion qui doit déboucher sur la proposition de pistes d'amélioration du dispositif roumain.

• La Turquie

Compte tenu de son expérience acquise depuis plusieurs années en matière d'harmonisation des statistiques d'accidents du travail, le Groupement s'était vu confier cette question dans le cadre d'un programme PHARE de mise à niveau des statistiques dans les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne. Cette coopération a été étendue à la Turquie en 2004 et s'est poursuivie en 2005. Il s'est agi de présenter aux parties intéressées le système harmonisé européen d'enregistrement des accidents du travail et de définir un programme de travail en vue de la mise en œuvre progressive de ce système en Turquie.

• L'Ukraine

À la demande de l'organisme allemand GVG qui gère un projet européen (TACIS) d'assistance à l'Ukraine pour la mise en place d'un système d'assurance AT-MP, Eurogip a délégué la responsable du service Tarification de la CRAM Nord-Picardie pour une mission d'une semaine à Kiev. Cette personne a présenté à divers publics (parlementaires / pouvoirs publics notamment) le système français de Sécurité sociale, et plus précisément le système de tarification des AT-MP qui suscitait l'intérêt des Ukrainiens. ■

ts

La coordination des organismes notifiés

Une expertise et un savoir-faire au service de la prévention

UN SAVOIR-FAIRE NATIONAL...

Cette activité d'Eurogip est clairement définie par les conventions signées avec le ministère chargé du Travail et celui chargé de l'Agriculture. En 2005, le Groupement a poursuivi son action d'animation de la Coordination française des organismes habilités pour appliquer les procédures d'évaluation de la conformité des équipements de protection individuelle (ÉPI, Directive 89/686/CEE modifiée) et des machines et composants de sécurité (Directive codifiée 98/37/CE modifiée).

• Dans le domaine des équipements de protection individuelle (ÉPI)

Eurogip a organisé deux réunions de la Commission Générale qui regroupe quinze organismes notifiés auprès de la Commission européenne pour la certification réglementaire des ÉPI. Ces réunions ont permis de préparer les positions françaises à faire valoir au niveau européen (concernant notamment le devenir des attestations d'examen CE de type en cas de révision des normes, les conditions d'attribution des attestations d'examen CE de type demandées par des responsables de la mise sur le marché qui ne sont pas des fabricants d'ÉPI, la catégorisation des aides à la flottabilité).

Les similitudes entre le contrôle des ÉPI fabriqués (qui est décrit à l'article 11 B de la directive) et les exigences des référentiels normatifs des systèmes de management de la qualité (normes de la série NF EN ISO 9000 : 2000) ont été mises en évidence. La question de la traçabilité, dans le temps, des dossiers techniques validés lors de l'examen CE de type et présentés lors du contrôle des produits fabriqués a été soulevée.

Face à certaines incohérences entre les textes communautaires et des décrets de transposition élaborés par le ministère chargé du Travail et par celui de l'Industrie pouvant conduire à des situations conflictuelles, Eurogip a sollicité le SQUALPI (service concerné du ministère de l'Industrie) afin qu'une harmonisation des textes au niveau français soit engagée ; ce qui devrait être lancé en 2006.

Enfin, Eurogip a présenté à la Commission générale ÉPI de l'Afnor les travaux de la Coordination française ainsi qu'une analyse de la communication de la Commission européenne portant sur la publication de titres et références de normes harmonisées.

• Dans le domaine des machines et composants de sécurité

Eurogip a organisé huit réunions, dont deux de la Commission Générale machines et six des groupes sectoriels. Ces réunions ont pour objet de résoudre les problèmes techniques souvent complexes qui subsistent, d'intégrer les travaux normatifs et de préparer les positions à faire valoir lors des réunions des groupes verticaux et du Comité horizontal de la Coordination européenne.

La révision des fiches d'interprétation des règles rendues obsolètes ou inutiles par la publication

de normes harmonisées donnant présomption de conformité aux exigences de la directive a été poursuivie. En outre, la Commission générale a défini les règles d'archivage et de gestion des dossiers techniques présentés lors de la mise en œuvre des procédures d'évaluation de la conformité dites simplifiées.

Eurogip a conçu et fait réaliser deux nouvelles versions des cd-rom pour les coordinations françaises ÉPI et machines, qui regroupent les différents documents utiles pour la mise en œuvre des directives.

... TRANSPOSÉ AU NIVEAU EUROPÉEN

• Dans le domaine des équipements de protection individuelle

Eurogip a participé à la réunion du Comité de pilotage et à la réunion plénière du Comité horizontal de la Coordination européenne des organismes notifiés pour les ÉPI. Dans ce cadre, il a contribué à l'élaboration de nouvelles fiches à caractère horizontal et fait valoir les positions françaises sur la catégorisation de certains équipements.

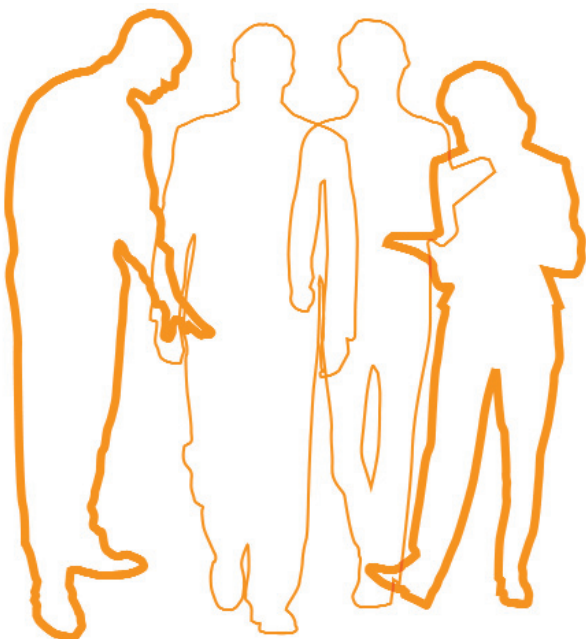
• Dans le domaine des machines et composants de sécurité

Eurogip a assuré, au titre d'un contrat avec la Commission européenne, le Secrétariat technique de la Coordination européenne des organismes notifiés "machines et composants de sécurité".

Dans ce cadre, il a organisé deux réunions du Comité horizontal de cette Coordination.

Eurogip a mis en forme une trentaine de fiches à l'état de "Recommendation for Use" validées par l'ensemble des organismes notifiés européens concernés. La collection des fiches actualisées et validées s'élève à ce jour à environ 210.

A la demande de la Commission, Eurogip a également assuré la mise à jour des listes et des fiches acceptées par le Comité de suivi de la directive et publiées sur le site EUROPA de la Commission.



EUROGIP in brief...

CREATION

November

1991

mandate renewed in September 2001 for 10 years

STAFF

13 employees

BUDGET

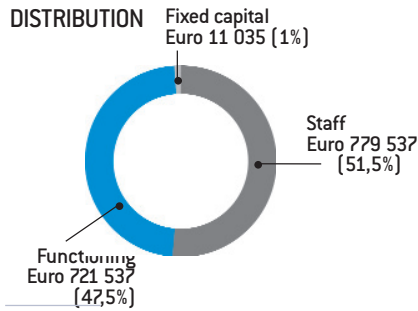
Euro 1,512 million

RESOURCES

66% National Fund for the Prevention of occupational injuries managed by CNAMTS

34% Contracts, sales and products

DISTRIBUTION



EUROGIP Identity card

MISSION

To coordinate, organize and develop at the European level the actions of the French Social Security system regarding occupational risks.

ACTIVITIES

- Standardization
- Information-communication
- Public relations
- Surveys
- Projects
- Coordination of notified bodies

STATUS

Public interest grouping formed by the National Health Insurance Fund for Employees - **CNAMTS** - and the National Research and Safety Institute - **INRS**.

ADMINISTRATION

Equal representation council: five representatives of the employers' organisations and five representatives of the trade union organisations; six are appointed by CNAMTS et four by INRS.



Chairman's word

I shall emphasise two of the programmes carried out in 2005. The first concerns the assistance provided to the Romanian authorities for the establishment of an "effective and sustainable" occupational risk insurance system. Part of the personnel was heavily involved in this throughout the year, and it materialises Eurogip's opening up to the European Union accession countries which began in recent years.

The second programme should mark a stage in enhancing Eurogip's recognition; this is the review carried out on the Group's communication policy. The results of the study entrusted to an outside consultant at the end of 2004 showed that the actions taken were too discreet. Accordingly, the identity and roles of Eurogip are not yet clearly apparent. However, the Group would gain from being better known, because the study revealed that it enjoys remarkable credibility and that the quality of its work is recognised unanimously by those who know it. This twofold observation has led the Board of Directors to allocate additional resources to communication.



Jacques Pernellet has chaired the Eurogip Board of Directors since 1993. He is a member of the "employers" body



The publication of this first annual report will, or at least we hope so, raise awareness of Eurogip and all its activities.



The publication of a detailed annual report is part of the policy of increasing Eurogip's recognition. This document will, or at least we hope so, raise awareness of our activities. I therefore

invite you to read it carefully, in particular the sections which do not directly concern your areas of interest or the activities that you already know. You will thereby discover the diversity of the initiatives carried out by the small but dynamic Eurogip team. All these initiatives contribute to the same objective: to provide the various stakeholders of the Occupational Injuries Branch of the French Social Security system with the information and assistance needed to accomplish their mission.

Jacques PERNOLLET
Chairman of Eurogip Board of Directors

Highlights of Eurogip's activity in 2005



© Yves Cousson / INRS

Review of the role of the Occupational Injuries Branch in standardization. In the summer, the Board of Directors undertook a review of the role of the Occupational Injuries Branch in the area of standardization: level of participation of the experts, fields to be covered, financial support to be provided to the standardization organisations, etc. This review is to be continued in 2006, particularly in light of the results of two surveys: one concerning statistical evaluation of the "Machinery" risk and the other evaluating the impact of the New European Approach on occupational risk prevention. _____

Revitalised communication. In the second half of the year, the Board of Directors on two occasions discussed the Group's information and communication strategy. It reasserted the fact that the social partners and the staff of the Occupational Injuries Branch form the two priority targets of Eurogip's action. This does not prevent more frequent media communication, especially on the publication of survey reports and the organisation of events. The objective is to enhance Eurogip's recognition, both inside and outside of the Occupational Injuries Branch. The Board therefore gave its backing to the start of several initiatives: definition of a new graphic identity, production of new communication materials and overhaul of the website. _____



Establishment of occupational risk insurance in Romania. While the PHARE contract signed with the European Commission and Romania to help the country establish an occupational injury and disease insurance system officially got under way in July 2004, the main actions were implemented in 2005. Training and field experiment seminars were held and a study trip to France was organised... Eurogip took part in most of them. In addition, Eurogip constantly provided the Ile-de-France Regional Health Insurance Fund (CRAMIF) with assistance for administrative and financial management of the project. It also played a central role in relations between the various organisations involved: Romanian beneficiary authorities, German and Spanish partners and French experts. _____



This year again, the salient events are the reflection of the diversity of Eurogip's activities. ”

Much-awaited report on compensation for the victims of occupational injuries and diseases.

The results of the survey on the procedures for reparation of damage sustained by the victims of occupational injuries and diseases in Europe came just at the right time, shedding a European light on the current French debate over “full reparation”. The report published in June was presented to the Commission on Occupational Injuries and Diseases on 6 July, and at a press conference on 12 July.



© Gaël Kerbaol / INRS

Five processes already covered by the “Quality Management” approach. The Board of Directors had given its approval to the gradual launch of a Quality Management approach that was to eventually cover all Eurogip's activities. The approach, monitored and supported by an external consultant, was therefore initiated in the autumn of 2004. It first concerned the description of the operational processes of the Coordination of Notified Bodies and Secretariat-administration sections. In 2005, the tangible results achieved led to an extension of the approach to the Monitoring, Surveys and Projects processes. And the first performance indicators were established. In 2006, finally, the approach will cover the Standardization, Language support, Eurogip infos and Internet activities.

THE YEAR 2005 ACTIVITY BY ACTIVITY

Standardization

To make the Occupational Injuries Branch's voice heard in the European concert

EFFICIENT COORDINATION

- Eurogip coordinated the activity of **87 experts of the CNAMTS, CRAMs, INRS, and Eurogip**. These experts take part in the work of **67 European Technical Committees** (55 TCs of the CEN and 3 TCs of CENELEC) and **international committees** (7 TCs of ISO and 2 TCs of the IEC) and more than 209 active European and international working groups.
- These experts break down among the following sectors:

Sector	INRS PARIS/NANCY	CNAMTS	CRAM	TOTAL
Safety of machinery	17	1	16	34
Construction site engines, lifting and handling machinery	5	0	10	15
Physical environments	7	0	1	8
Biology, chemistry, ventilation	9	0	1	10
Personal and collective protective equipment	8	0	0	8
Construction products	3	0	1	4
Ergonomics	5	0	1	6

To serve this coordination, two tools are updated each year: "Partenor", a directory of the standardization work in which the experts of the Occupational Injuries Branch take part, and "Normavenir", which lists all the draft standards followed up by these experts. Both have been widely circulated.

- 675 employees of the Occupational Injuries Branch were called on to assess the content of the draft standards undergoing investigation, and a collective opinion was expressed on 39 of them.
- On the European level, Eurogip, which is one of the founding members of Euroshnet - the European network of OH&S experts/institutions involved in standardization, testing and certification - takes part in the network's management and coordination. In practice, this meant participating in the organisation of the network's second European conference (which was held in Paris in October) and contributing to improvement and management of the website (www.euroshnet.org), especially via one of the forums on the site.

TOOLS TO SERVE OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY

- Eurogip worked in partnership with the Ministries of Labour and Agriculture on the twelfth version of the "Intranormes - Santé et Sécurité au Travail", which contains 1341 standards relating to health, safety and working conditions (i.e. 5474 new pages in 2005!). It was made available to the documentation departments of the regional health insurance funds (CRAMs) and INRS as well as trade union and industry organisations.

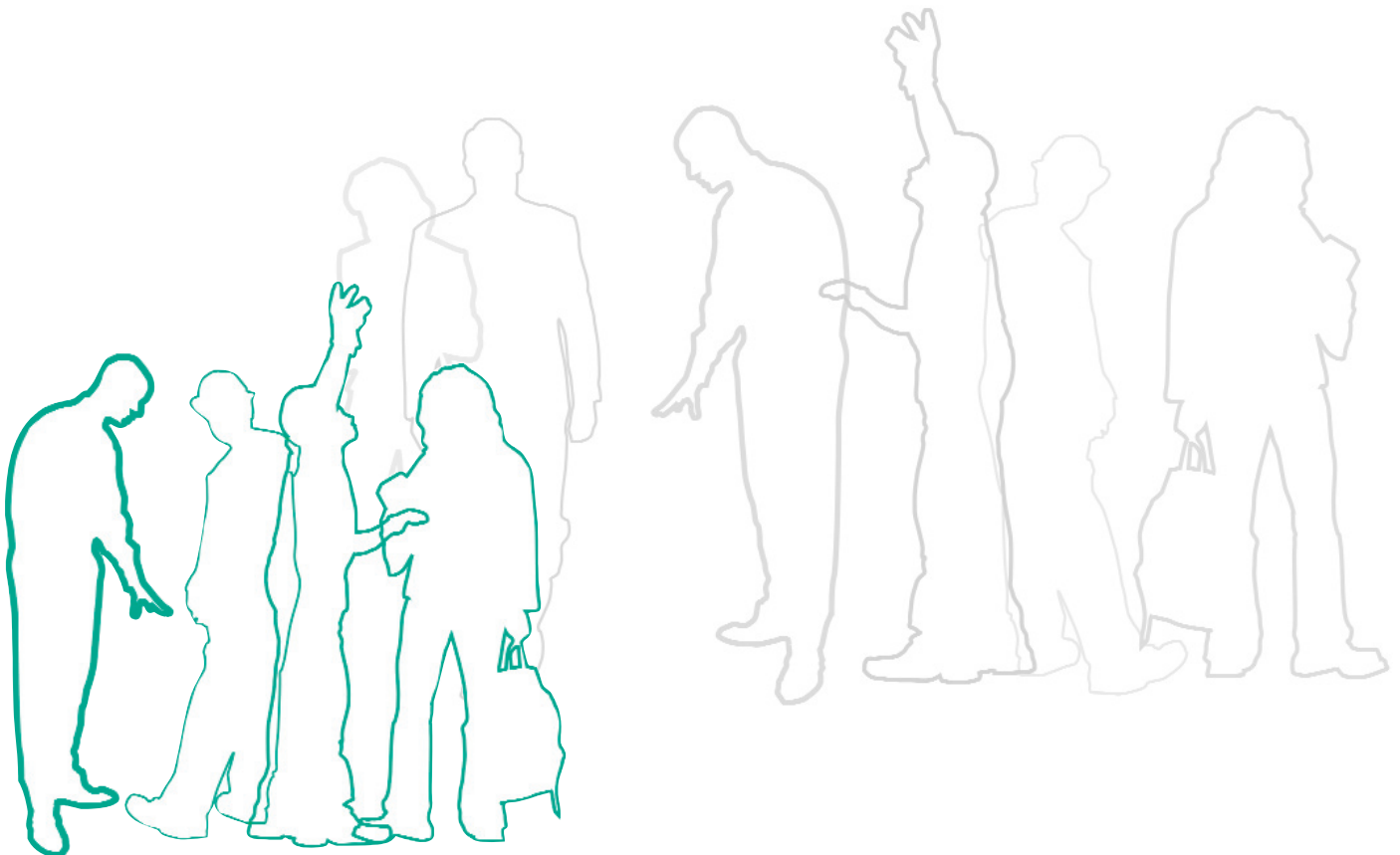
- Eurogip publishes “machinery” analysis sheets, in which the expert involved in producing the recently published standard analyses the safety provisions set by the standard for a particular machine or group of machines (C type standards). The objective is to emphasise the strengths of the standard with respect to prevention, but also aspects requiring special vigilance. This year, the collection was enriched by 35 new sheets (available on www.eurogip.fr).

STRATEGIC FUNDING

Two agreements were signed, one with French standardization association AFNOR, in the fields of ergonomics, acoustics and vibrations and for general work on the A and B standards, and the other with the Electrical engineering industry association UTE, in the field of electrical equipment for machinery. The aim is to partly fund the work of some French committees which concern more particularly the prevention of occupational risks and within which the position to be put forward at the European level is worked out. In addition, Eurogip funded the annual registration fees of about thirty experts in the “Safety of Machinery” standardization committees managed by French Mechanical engineering standardization association UNM.

PROMOTION OF STANDARDISATION AS AN OCCUPATIONAL RISK PREVENTION TOOL

A working group led by Eurogip finalised the training module intended for the consulting engineers and safety inspectors of the regional health insurance funds (CRAMs). The objective is to show what the standards can contribute to occupational risk prevention and to invite the staff of the occupational risk prevention network of the Occupational Injuries Branch to incorporate the standards in their range of prevention tools.



information

Information and communication

Europe-wide watch and varied media

communi

A NEW GRAPHIC IDENTITY

The study on Eurogip's recognition and the impact of its communication campaigns, initiated at end 2004, was completed in May 2005. Based on the diagnostic and recommendations of the company that performed the study, the Board of Directors gave its approval to the initiation of several campaigns: definition of a new graphic identity, drawing up of a summary text on Eurogip and a signature to be deployed on all communication materials, production of a new institutional brochure and a new annual report, and overhaul of the website.

Moreover, the Board of Directors gave a reminder that Eurogip's priority targets were the Occupational Injuries Branch and the trade union and employers' organisations. In addition, it emphasised the usefulness of press relations to build recognition of the Group.

The graphic schematic, finalised at the end of the year, uses human silhouettes illustrating work situations to reinforce the human and social aspect of Eurogip's activity. Threads of colour enliven the general page setting of publications in a contemporary spirit.

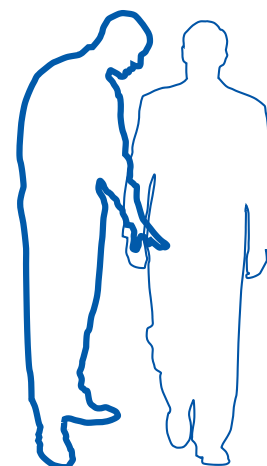


A PROACTIVE DOCUMENTATION CENTRE

In 1999, Eurogip established a documentation centre on subjects relating to occupational health and safety and occupational risks in Europe to answer the increasingly frequent questions put to it. Today, the questions come mainly from the CRAM documentalists, but also from enterprises; the latter want to obtain information concerning occupational health and safety legislation in other countries, and especially concerning the obligations to be fulfilled by them. In 2005, the statistics concerning occupational injuries and diseases in the other EU Member States and the prevention of stress and musculoskeletal disorders led to many questions.

STRATEGY WATCH

Changes in Community legislation and news concerning the European authorities and OH&S and insurance organisations in the EU Member States have been monitored regularly. Moreover, as part of an initiative adopted as a priority in the medium-term guidelines 2004-2007 for the Occupational Injuries Branch, Eurogip keeps a watch on work-related cancers in Europe. This also involves keeping a watch on invitations to tender published by the Community authorities and circulating to our institutional partners those which could interest them and, where applicable, assisting them in writing the reply.



INSTRUCTIVE DISCUSSIONS

The fourth Eurogip Discussions dealt with the health and safety of temporary workers in Europe. Indeed, the use of temporary work and fixed-term work contracts is increasing everywhere in Europe and the frequency index of occupational injuries concerning such workers is among the highest. The Discussions of 14 October 2005 (in Paris), which brought together over one hundred people, made it possible to pinpoint the difficulties but also provided some answers to the question: How to reconcile temporary work with occupational safety? The systems described are based on the same findings: encourage, insofar as possible, dialogue and consultation between the temporary work agency, the user firm and the temporary worker. Improved mutual information concerning the job to be entrusted - content, qualifications and skills required, any risks, etc. - and better supervised induction give immediate results with lower occupational injury statistics. Writing of the proceedings was started immediately, with a view to publication in early 2006.

FIVE NEW PUBLICATIONS

Two can be ordered from the website (www.eurogip.fr):

- **"Ageing and occupational risks - How to promote workers' health throughout their working life"**, Proceedings of the 2004 Discussions (ref. Eurogip-17/F, March 2005, in French only)
- **"Accidents at work and occupational diseases: flate rate or full reparation? European survey on the conditions of compensation for victims"** (ref. Eurogip-21/E, June 2005)

Three summary documents (in French only) can be downloaded (www.eurogip.fr):

- **"The Occupational Injuries Branch in the EU-15 countries"** shows differences in the organisation, management methods and missions of occupational injury and disease insurance (ref. Eurogip-18/F, January 2005)
- **"Occupational risk prevention: European harmonisation in sight?"** summarises the essence of the discussions at the closing plenary session of the 7th Préventica Congress held in Strasbourg in June 2004 (ref. Eurogip-13/F, May 2005)
- **"Inventory and analysis of national systems for reporting occupational injuries"** summarises the study performed by the INSHT (Spanish Institute of Occupational Health and Safety) on behalf of Eurostat concerning the factors which could bias the comparability of national statistics relating to occupational injuries (ref. Eurogip-22/F, November 2005)

TWO INDISPENSABLE PERIODICALS

Eurogip infos, the quarterly report on occupational risks in Europe, and Eurogip's monthly electronic newsletter *InfoMail* review the legislation and measures being prepared or in progress at the Community level, the news concerning OH&S and occupational injury and disease insurance organisations in the EU countries, the occupational risk prevention strategies adopted, and occupational injury and disease statistics in the various countries. The former (4100 copies) is circulated chiefly to the social partners and staff of the "occupational risks" network of the Occupational Injuries Branch and by subscription (see www.eurogip.fr). The second is available free of charge on the website. A satisfaction survey of the 1050 subscribers to the *Eurogip InfoMail* was performed at the end of the year. These subscribers (92.7%) are very interested or interested in the content. A great number of them (90%) click on the links proposed and over 30% circulate the letter to their colleagues. The frequency and length of the text suit them perfectly. However, the presentation should be more pleasant, ergonomic and user-friendly.



Public relations

Under the sign of consolidation and expansion

LINKS AT THE COMMUNITY LEVEL AND WITH OTHER EUROPEAN COUNTRIES

- With the Community authorities

The relations forged in previous years were continued in 2005, whether it be with the Enterprise Directorate General or the DG for Employment, Social Affairs and Equal Opportunities of the European Commission. Eurogip managed to have a representative of the Commission take part in events organised by it (Discussions of 14 October) or co-organised by it (Euroshnet Conference).

- With the insurance and OH&S organisations of the other European countries

The network of organisations in charge of occupational risk insurance and/or prevention in the other countries of the European Union, with which Eurogip is in relations, continued to expand in 2005. Cooperation takes place in a bilateral or multilateral framework, especially on the occasion of the various initiatives undertaken: surveys, projects, events, etc.

AN INFORMATIVE APPROACH

- Eurogip has on several occasions **presented the results of the various surveys** carried out by it on the subject of occupational diseases in Europe:

- At the request of the OH&S Committee of CRAM Rhône-Alpes, on the six studies already performed;
- On the occasion of a cycle of four conferences organised by CRAM Nord-Picardie, on recognition of the occupational nature of mental illnesses in Europe;
- To the Commission on occupational injuries and diseases on 6 July 2005 and at a press conference on 12 July 2005, concerning the procedures for compensation of occupational injury and disease victims.

- At the request of the CFDT trade union, the Group **described its missions and its activities** to the members of the organisation's national and regional Technical Committees. This meeting was an opportunity to hold discussions on the needs, especially the information needs, of these trade unionists.

EXPLOITING COMPETENCIES

Over the years, Eurogip has acquired a good level of knowledge concerning the subjects in its field of competence. For example:

- On three occasions in 2005 it was called on to give a presentation of the occupational injury and disease insurance systems in force in the other European countries: to the members of the European Forum of Insurances Against Accidents at Work and Occupational Diseases, to the administrators of CRAM Normandie, and to Social Security officers;
- At the invitation of the regional health insurance funds (CRAMs) of Brittany and the Loire region, it ran a workshop on the subject of "Occupational health and safety: what prospects in Europe?" at the Prevent'Ouest show held in Rennes in June. —



Surveys

To provide food for thought for the founding members

A PUBLISHED SURVEY ON COMPENSATION OF OCCUPATIONAL INJURY VICTIMS

The Occupational Risks Department of CNAMTS requested Eurogip to perform a survey on the compensation of occupational injury and disease victims in the EU-15¹ countries, within the framework of the French debate on the possibility of providing compensation for damage other than the loss of earning capacity. The survey results show that the levels of compensation are far from being uniform in all the countries and that the concept of the employer's liability has changed greatly in some of them. However, there are few countries which, like France, debate the lump-sum or full nature of reparation. The results were presented to the Commission on Occupational Injuries and Diseases on 6 July, and at a press conference on 12 July (report ref. Eurogip-21/E, June 2005).

TWO WELL-ADVANCED SURVEYS ON OCCUPATIONAL RISKS

- **Emerging risks in Europe**

Based on research performed at the request of the French National Health Insurance Fund for Employees (CNAMTS) and the replies to a questionnaire on the mechanism for detecting such risks, Eurogip was able to draw a map of emerging risks in Europe. The final report is due to be written in 2006.

- **Biological risks in Europe**

In close cooperation with INRS, which initiated this survey, Eurogip took charge of identifying the populations in question and the occupational risk prevention methods used in the various countries of the EU. The subject is already well-documented and researched in several Member States. However, biological risk - identified as an emerging risk in the survey mentioned above - requires greater attention from OH&S experts and institutions. Especially since the exposed population is far from insignificant.

TWO SURVEYS IN PROGRESS

- **The "machinery" risk**

At the request of INRS, Eurogip is studying the evolution of the "machinery" risk in light of the implementation of the directives on "design of machinery" [98/37/EC, formerly 89/392/EEC] and "use of work equipment" [89/655/EEC supplemented]. The aim is to monitor the evolution of related occupational injuries and diseases and to take into account the research performed on this subject, both at the European level and in the various countries. Information gathering continued in 2005 and the quantitative part of the survey is well-advanced. In 2006, the work will cover the qualitative aspect.

- **The impact of the "New European Approach" on occupational risk prevention**

Although the economic stakeholders and the organisations in charge of occupational health and safety questions commonly agree that the New European Approach with regard to the technical harmonisation of regulations has had positive effects on occupational risk prevention, there exists to date no study illustrating these effects. The survey, carried out at the request of INRS, will first cover only France and will chiefly concern the impact of the "design" directives for machinery and personal protective equipment. The objective is to see how designers and OH&S experts understand the concept of the New Approach (basically standardization and regulatory certification) and how the latter has contributed to a change in their methods of acting.

1. The survey covers European Union-15 Member States except Greece and the Netherlands which have no specific occupational injuries insurance.

Projects

Capability for mobilising a network to value the French experience

PARTICIPATION IN THE “WORKING ENVIRONMENT” TOPIC CENTRE OF THE EUROPEAN AGENCY

This “Working Environment” working group, set up by the European Agency for Safety and Health at Work and coordinated by FIOH, is responsible for gathering, assessing and circulating the information available in the EU countries, especially information on good occupational risk prevention practice.

The contract tying the European Agency to FIOH being terminated at end 2004, an invitation to tender was sent out in early 2005 to create a new Topic Centre for a period of three years. The proposal made by the FIOH of a consortium, with which Eurogip is associated, was selected by the European Agency and work started in the last quarter of 2005.

With a view to the 2006 European campaign aimed at young workers, Eurogip was assigned responsibility for drawing up a fact sheet on the risks to which the latter are exposed when using vehicles on the premises of the enterprise, and it was involved in preparing a fact sheet on the risks to which young workers are exposed in the construction sector.

THE IMPACT OF TWO EUROPEAN DIRECTIVES ASSESSED

In November 2003, Eurogip had signed with the European Commission (DG for Employment, Social Affairs and Equal Opportunities) a contract for assessment of the impact of application of national legislation based on directives 92/57/EEC on “temporary or mobile construction sites” and 92/58/EEC on “signs”.

The draft report was accepted by the Commission in January 2005. Eurogip then coordinated its translation into the eleven official EU languages and submitted the final version of the report in early April 2005. The report remains the property of the European Commission.

ONE GUIDE ON PREVENTION OF FALLS FROM A HEIGHT

Within the framework of a contract with the European Commission DG for Employment, Social Affairs and Equal Opportunities, Eurogip finalised the production of a Good Practice Guide on prevention of falls from a height; it also coordinated its translation into the eleven official EU languages. The guide, which consists of 140 data sheets, was delivered to the European Commission in June in hard-copy form and in interactive form (Internet). It remains the property of the Commission.

proje



OPENING UP TO THE ACCESSION COUNTRIES AND NEIGHBOURING COUNTRIES OF ENLARGED EUROPE

• Romania

The activities provided for by a contract (PHARE) signed in 2004 with Romania and the European Commission to support occupational injury and disease insurance truly got under way in 2005. Eurogip was deeply involved in administrative and financial management of the project, but also took part in the activities.

The training programmes concerned around 90 occupational health and safety advisors of the Fund in charge of occupational injury and disease management. They chiefly covered technical aspects (knowledge of risks and preventive measures), but also the relational aspects of the job (corporate management and communication in particular). About fifteen of these advisors received further training in order to be able to train the new employees recruited by the Fund. Moreover, the Fund's administrative staff and the doctors were trained in insurance techniques and the risk premium rating and rehabilitation aspects respectively. Eurogip managed the module devoted to the European occupational health and safety legislation and OH&S insurance systems in force in the EU countries or delegated experts and young retirees of regional health insurance funds (CRAMs), whom it managed.

To supplement the theory, a simulation of a situation in the enterprise was organised for all the occupational health and safety advisors: risk assessment, preparation of an action plan and reporting to the enterprise visited. This "prevention" experiment, carried out in five regions, concerned the food processing, mechanical engineering and building sectors.

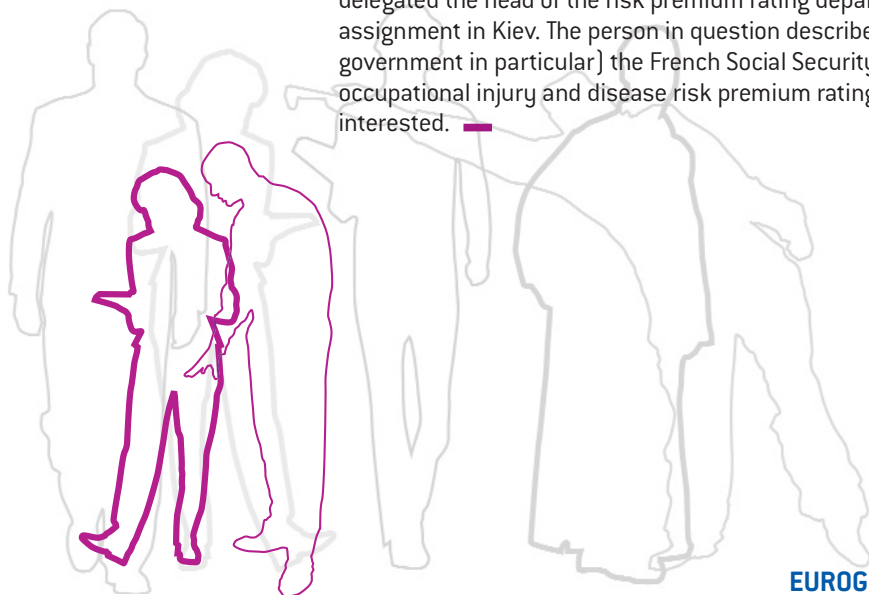
Eurogip also organised a study tour in France by a delegation of seven Romanians, which it accompanied for one week (April). And it prepared the research seminar which is to lead to the proposal of ways to improve the Romanian system.

• Turkey

In view of its experience acquired over several years now in the area of harmonisation of occupational injury statistics, the Group was entrusted this question within the framework of a PHARE programme for the alignment of statistics in the EU accession countries. This cooperation was extended to Turkey in 2004 and continued in 2005. The aim was to present to the stakeholders the harmonised European system for registration of occupational injuries and to define a work programme with a view to the gradual application of this system in Turkey.

• Ukraine

At the request of the German organisation GVG which is managing a European project (TACIS) for assistance to Ukraine in setting up an occupational injury and disease insurance system, Eurogip delegated the head of the risk premium rating department of Cram Nord-Picardie for a one-week assignment in Kiev. The person in question described to various publics (parliamentarians and government in particular) the French Social Security system, and more specifically the occupational injury and disease risk premium rating system in which the Ukrainians were interested.



Coordination of notified bodies

Expertise and know-how to serve occupational injury prevention

NATIONAL EXPERTISE...

This Eurogip activity is clearly defined by the agreements signed with the Ministries of Labour and Agriculture. In 2005, the Group continued its action for management of the French Coordination of notified bodies for application of the procedures for assessment of the conformity of personal protective equipment (PPE, Directive 89/686/EEC as amended) and of machinery and safety components (codification Directive 98/37/EC as amended).

• In the field of personal protective equipment (PPE)

Eurogip organised two meetings of the General Committee bringing together fifteen European Commission notified bodies for regulatory certification of PPE. These meetings made it possible to prepare the French positions to be put forward at the European level (in particular concerning the future of EC type examination certificates in the event of a revision of the standards, the conditions for awarding the EC type examination certificates requested by the marketing managers who are not manufacturers of PPE, and the categorisation of buoyancy aids).

The similarities between inspection of manufactured PPE (which is described in Article 11 B of the directive) and the requirements of the normative references of Quality Management Systems (standards of the NF EN ISO 9000:2000 series) were identified. The question of the traceability, over time, of the technical documents validated during the EC type examination and presented during inspection of the manufactured products was raised.

Faced with certain inconsistencies between the Community legislation and the transposition decrees produced by the Ministries of Labour and Industry which could lead to conflictual situations, Eurogip applied to SQUALPI (the relevant department in the Ministry of Industry) to undertake harmonisation of the legislation at the French level; this should be started in 2006. Finally, Eurogip presented to AFNOR's General Committee on PPE the work of the French Coordination and an analysis of the European Commission paper concerning the publication of titles and references of harmonised standards.

• In the area of machinery and safety components

Eurogip organised eight meetings, including two by the General Committee on machinery and six by the sector groups. The purpose of these meetings is to solve the often complex technical problems still remaining, to integrate the standardization work and to prepare the positions to be put forward at meetings of the vertical groups and the Horizontal Committee of the European Coordination.

Revision of the sheets for interpretation of the rules rendered obsolete or unnecessary by the publication of harmonised standards giving a presumption of conformity with the requirements of the directive was continued. In addition, the General Committee defined the rules for archiving and management of the technical documents presented for application of the so-called simplified procedures for assessment of conformity.



Eurogip designed and had produced two new versions of the CD-ROMs for the French PPE and machinery coordinations, which bring together the various documents useful for implementation of the directives.



... TRANSPOSED AT THE EUROPEAN LEVEL

- **In the field of personal protective equipment**

Eurogip took part in the Steering Committee meeting and in the plenary meeting of the Horizontal Committee of the European Coordination of notified bodies for PPE. Within this framework, it contributed to the production of new sheets of a horizontal nature and put forward the French positions regarding the categorisation of certain equipment.

- **In the area of machinery and safety components**

Under a contract with the European Commission, Eurogip provided the technical secretariat for the European Coordination of notified bodies for "machinery and safety components". Within this framework, it organised two meetings of the Horizontal Committee of said Coordination.

Eurogip formatted about thirty sheets in the state of Recommendations for Use validated by all the European notified bodies concerned. The collection of updated and validated sheets amounts to about 210 at present.

At the request of the Commission, Eurogip also performed updating of the lists and sheets accepted by the Monitoring Committee for the directive and published on the Commission's EUROPA website. —

